



TV5 Monde en péril



TV 5 Monde est une extraordinaire vitrine pour la Suisse. Le journal télévisé de la TSR et les émissions phares de notre télévision sont relayés dans 203 pays revendiquant plus de 25 millions de téléspectateurs par jour. Première chaîne mondiale de télévision en français, TV5 Monde figure parmi les trois plus grands réseaux mondiaux de télévision aux côtés de MTV et de CNN.

De gros nuages noircissent l'horizon depuis l'apparition de France 24, la nouvelle chaîne de la TV française d'information en continu, voulue par Jacques Chirac et qui émet depuis décembre 2006. Poursuivant l'œuvre de son prédécesseur, le président Nicolas Sarkozy a annoncé vouloir réorganiser son audiovisuel extérieur par un rapprochement entre les deux chaînes notamment. Les observateurs craignent que France 24 mette la main sur les journaux d'information de TV5, ce qui pourrait annoncer la disparition de la diffusion des journaux belge, suisse et canadien. Ce qui sonnerait le glas de la collaboration de certains qui ne trouveraient plus d'intérêt à cofinancer une chaîne qui a perdu sa spécificité: un espace d'expression plurielle.

Les partenaires francophones de TV5, du Québec à la Communauté française de Belgique en passant par Genève, s'inquiètent de la voie franco-française que semble privilégier Paris au détriment de la Francophonie. TV5 ne doit pas devenir un instrument au service du «rayonnement» de la France dans le monde. Sa mission est de continuer de véhiculer la culture française et la langue de Molière à travers la planète. Créée en 1984, elle s'inscrit comme une pierre fondamentale des réalisations de la Francophonie. Un réseau de 32 000 enseignants utilise les ressources de cette chaîne en classe. Les Vietnamiens – un exemple parmi d'autres – en s'abonnant à la télévision câblée pour 2 euros par mois, peuvent via Internet, apprendre le français en ligne sur le site de TV5. En détournant TV5 de sa vocation initiale, la France donnerait un coup bas à la Francophonie.

Jean-Pierre Molliet

Alouette

Association suisse des journalistes de langue française

www.francophonie.ch

Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

La Suisse se remet en question

Notre pays estime que la Francophonie officielle est à la croisée des chemins.

Lors du dernier Conseil permanent à Paris, le chef de la délégation, l'ambassadeur J.-P. Vettovaglia, l'a déclaré sans ambages:

«Nous ne voyons pas apparaître la relève des générations qui ont porté le mouvement sur les fonts baptismaux. La faiblesse de notre petite élite francophone actuelle est bien réelle. La Francophonie d'aujourd'hui n'est pas mobilisée et valorisée comme il le faudrait, et nous autres, Etats et gouvernements, en portons la responsabilité. L'institutionnalisme a porté ses fruits, certes, mais il faut reprendre des risques, retrouver le militantisme des débuts et ouvrir les vraies perspectives d'avenir.»

Les critiques émises par le DFAE ne surprennent pas. Au cours de son développement, le mouvement a voulu faire plaisir à tous les membres de la famille (toujours plus nombreux!), en dispersant les aides. Comment revenir en arrière pour se concentrer plus efficacement sur des projets phares dans le domaine de la coopération?

Un tel changement implique des choix plus courageux. On ne peut passer sous silence le fait que l'enveloppe budgétaire s'élève à 50 millions d'euros et que les frais de fonctionnement atteignent les 30 millions! L'outil de travail coûte incontestablement trop cher. Il s'appuie notamment sur 340 agents et de multiples consultants. Les domaines de l'aide au développement restent, certes, le fondement de l'Organisation: la formation à distance des enseignants, les «Maisons françaises du savoir», la défense de la langue et les multiples activités culturelles.

Manque malheureusement la vitrine. Ce catalogue d'apports financiers ne

suffit pas ou plus à insuffler un véritable élan. Face à d'autres organisations internationales, face à l'évolution de la société et aux nouvelles technologies de communication, l'OIF (à entendre notre délégation) doit impérativement se renouveler et se dynamiser à travers des projets capables de mobiliser la société civile. C'est le prix à payer pour regagner l'estime par une meilleure visibilité.

La Suisse, en compagnie des principaux bailleurs de fonds, cherche une nouvelle voie mais se heurte à la montée en puissance d'une coalition de pays du Sud habitués à l'aide internationale (Burkina Faso, Egypte, Haïti, Laos, Niger, Tunisie, Vietnam). En revanche, il est plus surprenant de constater le poids toujours plus lourd de petits Etats et gouvernements: Andorre, la Wallonie, Monaco, le Nouveau-Brunswick, Sainte-Lucie... qui préservent leurs acquis au détriment d'une action plus politique!

Un seul exemple illustre ce clivage. Le titre choisi pour la prochaine Conférence ministérielle de la Francophonie à Vientiane, en novembre: «Le français: outil de solidarité et de promotion de la diversité culturelle et linguistique.» Quoi de plus tarte à la crème!... notre délégation fortement minorisée, bien qu'appuyée par la France, défendait une approche plus attractive et plus politique!

Ce changement de cap peut étonner les témoins des premiers Sommets de la Francophonie lorsque la Suisse avançait à reculons en arguant que nous devions impérativement nous limiter au domaine de la coopération et nous abstenir de tout débat «politique»!

Les temps ont changé. L'OIF, très ancêtre dans son passé et qui plus est traversée incontestablement un passage à vide, arrivera-t-elle à se modifier pour



L'ambassadeur Jean-Pierre Vettovaglia.

atteindre la pleine maturité d'une véritable organisation internationale? Le statu quo risque de la condamner à l'indifférence des autres acteurs de la scène mondiale. Nicolas Sarkozy également «exige une Francophonie plus visible et plus dynamique perçue en France comme utile».

La cellule de réflexion stratégique dirigée par Dominique Wolton, directeur au CNRS, est-elle une réponse? Certains en doutent déjà! Elle va élaborer des recommandations et des propositions d'action sur l'identité francophone, les migrations, le français dans l'Union européenne...

L'OIF réussira-t-elle son examen de conscience? Pour l'heure, le flou demeure, puisqu'à un an du prochain Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, aucun thème principal n'est encore connu!

Daniel Favre

Inquiétudes de la TSR face à l'avenir de TV5 Monde

Les partenaires francophones craignent pour l'avenir de la chaîne française la plus diffusée dans le monde.

Nicolas Sarkozy a demandé à son ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, d'élaborer une réorganisation de «la politique audiovisuelle publique extérieure». Le scénario le plus souvent évoqué à Paris prévoit la création d'une société chapeautant les trois chaînes. France 24, TV5 et RFI, qui disposent ensemble d'un budget de 300 millions d'euros, resteraient des filiales autonomes. Les partenaires hors de l'Hexagone (RTBF, TSR, Radio Canada et Télé Québec) craignent que l'Élysée ne donne l'avantage à France 24, qui deviendrait «la voix de la France», et que TV5 fasse les frais de la réforme suscitée par le nouveau président des Français.

Le 30 août dernier, les Belges, les Suisses et les Canadiens se sont retrouvés à Bienne. Ils ont expliqué à leurs partenaires français qu'ils ne souhaitaient pas que TV5 se transforme en simple porte-parole international des autorités françaises. «Il est exclu que l'on accepte un regroupement avec France 24 ou RFI», a précisé le directeur de la TSR, Gilles Marchand. Et de rappeler que notre pays apporte une contribution financière de près de 8 millions de francs suisses.

La ministre de la Culture et de l'audiovisuel de la Communauté française de Belgique, Fadila Laanan, est catégorique: «Je m'oppose à toute initiative qui altérerait la diversité culturelle de TV5 et la crédibilité de son information.» Même son de cloche de la ministre québécoise de la Culture et des Communications, Christine Saint-Pierre: «Nous ne tolérerons pas une mainmise de la France sur l'information jusqu'ici «multilatérale» diffusée à TV5.»

Invité d'honneur de la Fête du peuple jurassien, le 8 septembre dernier, à Delémont, Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie du gouvernement Sarkozy, a esquivé les questions portant sur le sujet. Il s'est contenté de lancer: «Si les partenaires de TV5 veulent intervenir, il serait nécessaire qu'ils investissent davantage d'argent car actuellement la France fournit les deux tiers des 90 millions d'euros du budget annuel.»

Les 8 et 9 novembre prochain, Suisses, Français, Canadiens et Belges auront rendez-vous dans notre pays pour tenter de trouver une solution satisfaisante pour chacun.

Jean-Pierre Molliet



Le directeur de la TSR, Gilles Marchand, représente la SSR-Idee Suisse au sein du conseil d'administration de TV5 Monde. Photo KEARNEY Anne/TSR

La chronique du linguiste

Du bon usage de la presse ou comment éviter les fausses joies

«Dans la rue, l'anglais est out», paru dans «24 heures» le 8 septembre 2007, n'est à vrai dire qu'une adaptation et interprétation hâtive de «Deutsch ist plötzlich cooler als Englisch», un article beaucoup plus fouillé et nuancé proposé aux lecteurs du «Tages-Anzeiger» 5 mois auparavant (26 mars). En effet, Monique Keller – qui reprend même ce titre dans son texte pour le mettre dans la bouche de l'inévitable linguiste de service – semble avoir plus misé sur le sensationnel que sur les faits, tandis que son confrère Matthias Baer se montre beaucoup moins catégorique. Car, «la dernière mode linguistique zurichoise consiste à redécouvrir la langue de Max Frisch dans le langage courant», «le point culminant du English boom est dépassé», «le retour de la langue de Dürrenmatt est également perceptible dans la publicité» («24 heures»), sont à mon avis de bien trop belles phrases pour être vraies, même si j'ai apprécié les références à Frisch et Dürrenmatt qui, pour une fois, nous changent de Goethe...

Toujours est-il que les quelques exemples positifs cités, perçus par la journaliste romande comme un renver-

sement de tendance ne sont en fait que de la poudre aux yeux. C'est pourquoi il me paraît plus judicieux de (re)lire l'article zurichois en version originale, un reportage étoffé de surcroît d'une caricature malicieuse illustrée d'un joli jeu de mots et surtout d'un lexique édifiant de 19 anglicismes superflus (pléonasme?) doté d'une traduction allemande. Celle-ci est l'oeuvre de l'administration fédérale, laquelle met du reste toute une liste à disposition sur <http://www.admin.ch/ch/f/bk/sp/anglicismes/anglicismes-fr-2.html>. Je profite de l'occasion pour louer le travail admirable effectué par les bénévoles du «Fichier français de Berne» dans le même domaine (<http://www.fichier-francais.ch>).

Non, hélas, la situation n'est guère plus rose qu'avant et quelques hironnelles ne font décidément pas le printemps. Or, les horreurs du genre Swissmedic, Fedpol, Swissmint, Swisstopo, Railway-Eventticket, Postpac Economy, Swisscom etc... subsistent, la source de tous ces maux étant bien évidemment l'hydre hideux nommé avec candeur Corporate Identity (un nom,

une langue, un produit) par les «Human? Ressources, incantation psalmodiée rituellement sur l'autel de l'uniformité par nos inventifs économistes, béats d'ingénuité. L'idéologie de l'unique, le mythe de l'unité et son melting pot au ketchup ou à la bolognaise, bref, la niaiserie macdonaldisatrice doit tout simplement inonder tout le marché suisse (universités et hautes écoles comprises) et noyer les îlots de résistance culturelle. D'ailleurs, Baer nous confirme également qu'il n'y a rien à attendre du Conseil Fédéral qui, nonobstant quelques valeureuses paroles, ne veut surtout pas se mouiller: «Der Bundesrat will Amtsstellen aber nicht zwingen, auf ihre englisch klingenden Namen zu verzichten. Und freiwillig sind diese dazu nicht bereit. "Man hat mit ihnen gesprochen, doch sie verstehen sich als Unternehmen mit gut eingeführten Markennamen..."»

C'est ainsi que l'immonde économique et son mépris de la diversité met au pas un pouvoir politique peu enclin à remplir son rôle de garant de la tradition helvétique. Et comme toujours lorsqu'il s'agit de traiter de ce sujet ô combien

épineux du rapport des langues en Suisse, on se hâtera de «dégoter» un linguiste bienveillant prêt à rassurer le citoyen inquiet pour affirmer en toute bonne conscience qu'au fond, tout va bien, qu'il n'y a pas péril en la demeure, que finalement «der Anteil der Anglizismen am gesamten Wortschatz sei marginal. Überdies habe der "Englischboom seinen Höhepunkt überschritten"». Heureusement que le subjonctif I du discours indirect – difficile à rendre en traduction française – relativise légèrement les propos audacieux et peu scientifiques de notre collègue qui oublie le plus important, à savoir la fréquence des anglicismes incriminés.

Ce qui n'empêche pas l'auteur de l'article allemand d'être moins «blauäugig» que la rédactrice du rapide résumé français de «24 heures».

Moralité: Méfions-nous des copies, elles valent rarement l'original!

Erich Weider

PS. L'hybride Handy n'est pas une invention alémanique (comme l'écrit imprudemment Monique), mais allemande.

L'UPF honorée ainsi que le rapporteur à l'ONU, Jean Ziegler, qui sont les nouveaux «ambassadeurs»

Mieux protéger la presse dans les zones de conflit

La route est longue pour parvenir à une Convention internationale. Trois ans après l'adoption de la Déclaration de Genève, la Presse Emblème Campagne (PEC) se félicite de la constitution de la Coalition internationale pour la protection des journalistes (ICPJ)

L'ICPJ est constituée de onze syndicats de journalistes et est basée à Genève. La nouvelle organisation, qui traitera de tous les aspects de la protection des médias, a annoncé qu'elle travaillera étroitement avec la PEC pour renforcer la protection des journalistes dans les zones de conflit et de violences internes.

Fort de désormais du soutien de plus de 32 organisations, représentant près de 80 000 journalistes, la PEC se joint à l'ICPJ pour demander au Conseil des droits de l'homme et aux Etats membres de l'ONU de décider rapidement de la création d'un groupe de travail pour discuter de toutes les questions liées à la sécurité des journalistes dans les zones à risques, dans le but de renforcer le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire.

96 journalistes ont été tués l'an passé, et 86 depuis le début de l'année, en neuf

mois seulement, dont au moins 40 en Irak. Soit au total 182 journalistes morts dans l'exercice de leurs fonctions depuis la première session du Conseil le 19 juin 2006.

La PEC, afin de mieux se faire connaître, a remercié, lors d'un dîner à Genève, le Président roumain du Conseil des droits de l'homme, M. Dorea da Costa, son prédécesseur, M. Luis Alfonso de Alba, et Mme Louise Arbour, haut-commissaire aux droits de l'homme.

Deux présidents d'honneur ont été désignés: Jean Ziegler (Suisse), rapporteur de l'ONU, et Georges Gros (France), secrétaire général de l'UPF. Le Comité directeur de la PEC a voulu les distinguer pour leur soutien, de manière répétée, aux efforts destinés à renforcer la protection des journalistes.

www.presseemblee.ch

P. N.



Une cérémonie au château de Penthes a permis à Hedeyat Abdelhabi, présidente de la PEC, de remettre officiellement leurs distinctions aux nouveaux «ambassadeurs» Jean Ziegler, rapporteur de l'ONU, (à droite) et Daniel Favre, vice-président international pour l'Europe de l'UPF, représentant Georges Gros.

Echos du Rassemblement pour les droits humains

Une ombre plane sur l'information

La 5e édition du Rassemblement pour les droits humains a eu lieu à Genève le 1er octobre dernier, avec pour thème «La liberté de la presse. Du droit d'informer et d'être informé.»

Sous la houlette du vice-président du Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève, M. Laurent Moutinot, plusieurs orateurs de qualité se sont exprimés sur des sujets concernant aussi bien les ONG que les risques encourus par les journalistes pour assumer le droit à l'information, par la voix de Florence Aubenas. Celle-ci sait de quoi elle parle!

Nous citerons quelques moments forts de ce séminaire en commençant par les relations complexes entre les ONG dans les pays en guerre et les médias. Antonella Notari, ancienne porte-parole et cheffe de presse du CICR, les représente sous la forme d'un triangle entre les journalistes, les responsables des ONG

et les autorités locales. Il est bien clair que les ONG ont les mains liées par ces dernières et que les journalistes sont obligés de prendre de gros risques pour essayer de connaître et faire savoir la réalité de la situation.

Roger de Diesbach* a ensuite expliqué les conditions de travail des journalistes sénégalais, parmi tant d'autres, payés «au lance-pierres» et ne disposant que de trop peu de moyens informatiques. Il a également pu constater sur place que plus les populations étaient démunies, mieux étaient accueillis les journalistes venus de Suisse ou d'ailleurs, porteurs d'espoir.

Mais il s'est surtout attardé sur les conditions des journalistes européens qui, sous la pression de leur rédacteur en chef et surtout de l'éditeur du titre, ne pratiquaient quasi plus un journalisme d'investigation: caressant les annon-

ceurs dans le sens du poil, ils ne respectent, pour la plupart, plus les codes de déontologie. Cela ne dépend d'ailleurs pas de leur seule volonté, mais ils devraient avoir le courage, selon R. de Diesbach, de refuser d'agir ainsi, quitte à se faire licencier.

Sur ce dernier point, Claude Torracinta a réagi: si le journaliste se fait virer d'Edipresse, où ira-t-il? Prenant la parole à son tour, l'ancien directeur de la Télévision suisse romande, chargé de faire une synthèse de la journée, s'en est déclaré fort incapable, tellement grande est la complexité de la profession. Aucun enseignement non plus à tirer de cette journée de séminaire. La dérive de la presse en Suisse et en Europe s'est, selon ses paroles, accélérée: il ne s'agit plus d'informer mais de vendre son titre. Et il ne parlait pas seulement des «gratuits».

Claude Torracinta a conclu ses propos en accusant aussi le lecteur responsable de cette dégradation, préférant souvent le divertissement (people) à l'information. Et s'il trouve que la presse ne l'informe pas correctement, il n'a plus qu'à prier l'éditeur de son journal préféré de «cesser de le prendre pour un c... imbécile».

Brigitte Rosazza

* Roger de Diesbach, journaliste et fondateur du Bureau de reportage et de recherche d'information (BRR), ancien rédacteur en chef de La Liberté, vient de faire paraître aux Editions Slatkine un ouvrage où il développe ses propos ébauchés lors de ce séminaire. Il porte le titre Presse futile – Presse inutile. Plaidoyer pour le Journalisme.

www.slatkine.com

Vient de paraître:

«Le doux amer» de Jeanne-Marie Nicole

Elle nous cachait quelque chose, notre chère Jeanne-Marie. Depuis le temps qu'on la rencontre dans nos séances, et surtout dans nos congrès, humant l'air des pays étrangers, jouissant de nos gais voyages, avec son air un peu bourru, mélancolique, résigné, tout au fond ravi, mais perpétuellement l'air de dire: «Oh! moi, vous savez, je ne demande pas grand-chose à la vie...», de sorte qu'on ne l'imaginait pas dans sa maison d'Antagnes, «au milieu des châtaigniers, face aux Dents-du-Midi», comme dit sa prière d'insérer, repassant des souvenirs doux-amers comme une riche liqueur. Il est vrai que «Le doux amer», ce petit roman, cette longue nouvelle, qu'elle vient de publier aux... Editions à la Carte (encore une façon de nous laisser le choix de prendre ou de laisser!) est restée, paraît-il, «durant des décennies dans ses tiroirs».

Mais elle a fini par l'en sortir, et son lecteur, promené le long des rues nocturnes de Paris, le long de phrases calmement posées, le long de fantasmes

ambigus et subtils, se demande si la jeune Antonie, au prénom rare et précieux, est ou n'est pas, eh! bien, Jeanne-Marie. On ne la décrit guère, du reste, on la suggère, on l'esquisse à peine, séduisante et modeste. «Elle n'avait pas envie qu'on la décortiquât.»

Elle n'en tombe pas moins amoureuse, ensorcelée par un jeune figurant de théâtre qui, d'ailleurs, en aime une autre, mais se partage un moment, lui donne quelque douceur, comme un fruit juste avant de se gâter, et finira par disparaître au bout d'un quai de gare. Se remettra-t-elle de son chagrin? On le suppose: «La preuve n'en était-elle pas l'apathie avec laquelle, malgré le goût de cendre que laisse un amour mort, elle avait laissé deux ou trois garçons se détacher d'elle?»

Oui, probablement, elle guérira, sans tout à fait guérir. Cela se lit comme une jolie chanson triste.

Jean-Marie Vodoz

En bref

La vie de PAHE

Nous l'avions invité à exposer ses dessins de presse au Salon du livre, à Genève, en 2006. Patrick Essono, dit PAHE, vient de publier une BD sur sa vie au Gabon et sa première venue en France, l'école en Afrique, la découverte de la neige et de la TV. En tournant les pages, on trouve de l'humour mais également des sujets graves. Un bel itinéraire!

Editions Paquet

Bébés en danger dans les piscines

Une invitation à participer au Prix Suva des médias est encadrée, chaque année, dans *Alouette*. L'édition 2007, la 14e, a récompensé une enquête réalisée par Catherine Riva, publiée dans *Le Matin dimanche*. L'inhalation de trichloramine dans les piscines se révèle dangereuse pour la santé des petits enfants.

Deux autres prix ont été remis à Françoise Ducret (TSR), pour le reportage «Burn out», et Sylviane Pittet (*Femina*), pour son enquête consacrée aux adolescentes alcooliques.

Jeunes écrivains, à vos plumes

Sous le patronage de M. Abdou Diouf, secrétaire général de l'OIF et du Ministère français des affaires étrangères, le Prix du jeune écrivain francophone (PJEF) 2008 est ouvert aux 15-26 ans. Les textes doivent parvenir avant le 15 janvier.

Renseignements et règlement au 0033 05 62 23 20 99 (pje@pjef.net ou www.pjef.net)

Qui pourrait donner un coup de main?

L'association Défense du français publie, deux fois l'an, une Feuille de Route (6 pages). Elle cherche un rédacteur pour aider à trier et rédiger les textes, puis à en assurer la correction ainsi que la dernière lecture avant l'impression.

Tél. 021 784 22 84 chez Daniel Favre.

Nouvelle étape pour la Convention de l'Unesco

Le Conseil fédéral a transmis au Parlement pour ratification cette Convention essentielle pour la Suisse. Elle a pour objectif la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (qui ne sont plus considérées comme des marchandises au sens de l'OMC). Elle confirme le droit des Etats de mettre en œuvre des politiques culturelles, d'où la colère des Etats-Unis! Elle joue un rôle majeur en matière de coopération internationale.

Agréable découverte

L'assemblée générale de notre association s'est déroulée en juillet dernier au Musée de Pully. Au terme des débats, les membres ont eu le plaisir de visiter les expositions de ce haut lieu régional de l'art visuel. L'occasion notamment de découvrir les œuvres du peintre et sculpteur vaudois Casimir Reymond. A qui l'on doit les deux statues monumentales (35 tonnes de grès chacune) qui ornent l'entrée principale du Comptoir Suisse.



P.P.
1000 LAUSANNE 12

Alouette

Parution trimestrielle.

Editeur: Association suisse des journalistes de langue française, 20, av. du Temple, CH-1012 Lausanne.

Téléphone 021 653 12 20.

CCP 10-3056-2 Lausanne.

Coordination: Jean-Pierre Molliet.

Abonnements: compris dans la cotisation des membres de l'association: Fr. 50.— par an.

Impression: IRL s.a.

Publicité: page entière: 1500 fr.;

1/2 page: 800 fr. (1 parution); page entière: 1300 fr.;

1/2 page: 700 fr. (plusieurs parutions).

La publication de ce bulletin est gracieusement offerte par Edipresse

La section suisse de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) réunit 400 journalistes professionnels

ADHÉREZ

La langue française
est notre instrument de travail

ASSOCIATION SUISSE DES JOURNALISTES
DE LANGUE FRANÇAISE
20, AVENUE DU TEMPLE — 1012 LAUSANNE